

Accueil > Le Soleil > Texte complet

Le mardi 10 avril 2007





LOGICIELS DU GOUVERNEMENT

Achats faits sans appels d'offres

Pierre Asselin
Le Soleil
Québec

Presque tous les achats de logiciels du gouvernement se font sans appels d'offres, au gré à gré, avec des fournisseurs de produits brevetés

comme Microsoft, déplorent des spécialistes du logiciel libre, qui demandent à Québec d'équilibrer les règles du jeu.

 [Taille du texte](#)
 [Imprimer](#)
 [Envoyer](#)
 [Partager](#)



Agrandir

Cyrille Béraud, président de Savoir-Faire Linux, une entreprise qui vend des services aux utilisateurs de logiciels libres, constate que les achats sans appel d'offres de produits Microsoft et autres sont la règle.

Le logiciel libre est très répandu dans les administrations publiques en France, dit Daniel Pasco, professeur à la faculté des sciences de l'administration de Laval.
Photothèque Le Soleil

« L'article 12,7 (du Règlement sur les contrats d'approvisionnement) permet à l'État de négocier de gré à gré lorsqu'il veut acheter des logiciels couverts par des droits exclusifs. Tous les achats de produits Microsoft, IBM, Novell, etc. se font en vertu de cet article. Il n'y a par exemple jamais eu d'appel d'offres pour évaluer un autre système d'exploitation que Windows. Il y a d'après nous un abus de l'utilisation de l'article 12,7, ce sont des millions et des millions de dollars d'achats qui se font de gré à gré. »

Il existe pourtant des solutions de rechange très fiables, ajoute-t-il, « mais sans appel d'offres on ne peut pas les faire valoir ». Il a d'ailleurs écrit pour demander que l'article 12,7 soit abrogé.

Le directeur général des acquisitions pour le Centre des services partagés du Québec, Guy Chouinard, reconnaît que les conditions actuelles ne sont pas favorables au logiciel libre.

« Nous signons des contrats parapluie avec les compagnies pour permettre à un ministère qui doit changer la version de ses logiciels d'acheter automatiquement d'autres produits Microsoft, Novell ou IBM. »

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE

Pour quelques degrés de plus

Nous autres, de la Haute-Yamaska, Frelighsburg,...



Tout ce qui est neige

Perdon, madame, auriez-vous des choses, des... vous savez,...



Publicité

NOUVELLES LES PLUS LUES

[Dernière heure](#) | [Dernier jour](#) | [Dernière semaine](#)

[Le gouverneur de New York impliqué dans une affaire de prostitution](#)

[André Roy suspendu jusqu'à la fin de l'année](#)

[Obama refuse d'être 2e sur un ticket avec Hillary](#)

[Des records de neige sur le point d'être battus](#)

[Une piétonne happée mortellement par une remorqueuse](#)

[Toutes les nouvelles les plus lues >](#)

LIRE AUSSI

[L'ADQ donnera rapidement sa réponse au budget](#)

Par ailleurs, si un ministère doit acheter 1000 postes de travail, il va préférer garder le même fournisseur pour assurer que son parc informatique soit homogène et stable, ajoute M. Chouinard. « Ce modèle-là ralentit l'implantation et le développement du logiciel libre. »

« Il n'y a à peu près pas d'expertise dans ce domaine au gouvernement, poursuit-il. L'industrie du logiciel libre est encore une petite industrie en émergence, qui vit souvent sur le coin de la table. On va essayer de mettre en place une offre globale de service pour supporter les ministères qui veulent aller dans cette direction », conclut-il.

Le logiciel libre est pourtant très répandu dans les administrations publiques en France, signale Daniel Pascot, professeur à la faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval. « Le ministère des Finances en France est complètement sur logiciel libre, dit-il, et chaque député va recevoir en juin un poste de travail entièrement en logiciel libre. »

M. Pascot vient de recevoir à Québec Roberto Di Cosmo, qui préside un projet visant à promouvoir le logiciel libre en France. Le gouvernement veut en effet créer un pôle de compétitivité pour faire de la France « une référence mondiale pour la recherche, le développement et l'édition de logiciels libres », indique un communiqué du ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

[Santé : CSN et FTQ veulent contrer le glissement vers le privé](#)

[Saputo poursuit certains journaux canadiens](#)

[Le budget ne sera pas «offensant», promet Charest](#)

[Congrès du parti libéral du Québec : débat sur la langue française évité](#)

BLOGUES

[Alain Mc Kenna - Technaute.com](#) »

[Facebook, Twitter et la mauvaise](#)

[Intervieweuse de Business Week](#)

[Richard Hétu](#) »



[La réponse d'Obama à Clinton](#)

[Nelson Dumais - Technaute.com](#) »

[Manche de pelie | Quand le réel écrase le](#)

[virtuel](#)

[Tous nos blogs](#)

 [Envoyer](#)  [Imprimer](#)

 Partager

 Facebook

 Digg

 del.icio.us

 Google

Qu'est-ce? 

[< Retour](#) [» Haut](#)

[Actualités](#) | [Actuel](#) | [Arts & Spectacles](#) | [Blogs](#) | [Chroniqueurs](#) | [Consommation](#) | [Cuisine](#) | [Environnement](#) | [É.-U. 2008](#) | [Hockey](#)
[Insolite](#) | [International](#) | [Lectures](#) | [Multimédia](#) | [Opinions](#) | [Photos](#) | [Santé](#) | [Sciences](#) | [Sports](#) | [Vidéo](#) | [Voyages](#)

[ImpôtRapide Site officiel](#)

Rejoignez la Communauté en ligne! Faites simple. Essayez
ImpôtRapide
www.impotrapide.ca

[DLGL Logiciel RH Paie](#)

RH, Paie, Régime retraite, Horaires Grande Entreprise 700 employés+
www.dlgl.com

Annonces 

[Abonnez-vous à l'Info Courriel Cyberpresse](#) | [Modifiez votre profil](#) | [Foire aux questions](#)
[Cyberpresse en page d'accueil](#) | [Politique de confidentialité](#) | [Annoncez sur Cyberpresse](#) | [Contactez-nous](#)

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

No: 200-17-009506-080

COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT DE QUÉBEC

SAVOIR-FAIRE LINUX INC., personne morale ayant une
place d'affaire au 7275, Saint-Urbain, bureau 306,
Montréal (Québec) H2R 2Y5

Demanderesse

c.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, personne morale de
droit public ayant son siège social au 2600, boul. Laurier,
Québec (Québec) G1V 4T3

Defenderesse

-et-

FOURNITURES ET AMEUBLEMENT DU QUÉBEC,
1200 rue Taillon, Québec (Québec) G1N 3V5

-et-

MICROSOFT CANADA, personne morale ayant une
place d'affaire à Place de la Cité, 2640, boul. Laurier,
Québec (Québec) G1V 5C2

-et-

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, 300, boul.
Jean-Lesage, Bureau 1.03, Québec (Québec) G1K 8K6

Mis en cause

PIÈCE R-2

COPIE POUR SAVOIR-FAIRE LINUX INC.

AR00085

ND: M-08-011

MARC-AURÉLE RACICOT

Avocat - Lawyer

2425, boul. de la Concorde Est

Laval (Québec) H7E 2A9

Tel: (450) 933-0950 Fax: (450) 933-0951